

Politique culturelle

Document mis en ligne le 8 juillet 2004 avec l'aimable autorisation de l'auteur
Il s'agit d'un commentaire suite à l'intervention de J.P Jouglà Secte et laïcité lors du séminaire universitaire de la MIVILUDES_ en mai 2004

Luc-Michel Mazenc.
Mai 2004.

LA POLITIQUE CULTUELLE DES GOUVERNEMENTS RAFFARIN : UNE ORIENTATION ET DES ALLIANCES AMBIGUES ?

SOMMAIRE.

- 1- INTRODUCTION : LA PROBLÉMATIQUE ET SON CONTEXTE .
- 2- LE CONTEXTE HISTORIQUE D'EMERGENCE DES NOUVEAUX MOUVEMENTS RELIGIEUX , DES SECTES ET DU *NEW AGE* SUR LA SCÈNE (GÉO)POLITIQUE .
- 3- L'UTOPIE NEO-LIBERALE ET LA « RELIGION DU MARCHÉ ». LA CONJONCTURE FRANÇAISE .
- 4- LA POLITIQUE CULTUELLE DES GOUVERNEMENTS RAFFARIN .
- 5-CONCLUSION : LA REGRESSION DU POLITIQUE AU PSYCHOMYSTIQUE ET L'ETAT - THÉRAPEUTE NEOLIBERAL

Un faisceau d'indications tend à montrer que le Pouvoir institué au sommet de l'Etat français par les élections législatives et présidentielles de mai 2002 essaie d'instrumenter les religions, les sectes et la nébuleuse *New Age*, pour d'obscures raisons que nous nous proposons d'éclairer après avoir problématisé cette conjoncture. L'espérance utopiste intrinsèque au religieux — parfaitement respectable et honorable en soi — pourrait être instrumentalisée à des fins mercantiles et/ou politiques, au risque de promouvoir la formation d'une « religion-politique¹ » et d'un régime totalitaire¹. C'est dire l'importance des enjeux.

¹ Pour clarifier notre posture intellectuelle, dans un débat qui suscite l'expression de passions, précisons que c'est l'instrumentalisation politique et mercantile des plus nobles aspirations et de la part souvent la plus généreuse de l'être humain qui nous paraît critiquable et illégitime, plutôt que ces idéaux eux-mêmes. Réification du sentiment religieux des plus dangereuse, qui plus est, tant il est vrai que toute religion, dans sa traduction politique, engendre des formes totalitaires de gouvernement des hommes.

1-INTRODUCTION : LA PROBLÉMATIQUE ET SON CONTEXTE .

La rhétorique gouvernementale employée pour expliquer — pour « communiquer — à la société française la politique culturelle de l'Etat paraît équivoque, à double sens. La droite gouvernementale semble entretenir un rapport ambigu avec la sphère religieuse. S'agissant des sectes et des nouveaux mouvements religieux, la dernière alerte date de la publication du rapport

2003 de la Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires (MIVILUDES). Dans son premier rapport d'activité depuis sa création, la MIVILUDES — succédant à la Mission Interministérielle de Lutte contre les Sectes du gouvernement Jospin — semble bien plus conciliante avec les mouvances sectaires que ne le fut la MILS.

D'une part en effet, la MIVILUDES, le ministère des Affaires étrangères et Matignon s'emploient à rassurer les français par un discours de fermeté attestant la détermination gouvernementale à contrôler le phénomène sectaire tandis que, d'autre part, le rapport 2003 de la MIVILUDES suggère de requalifier les mouvances sectaires en Nouveaux Mouvements Religieux ou encore en « *Organisations de la société civile* » avec lesquelles elle préconise d'engager le dialogue afin de « ... *remédier à des situations nées d'une mauvaise utilisation des travaux existant sur les sectes.* ». Dans le même temps, l'un des meilleurs spécialistes de l'Eglise de Scientologie au sein de la MIVILUDES, auteur d'une thèse de Droit pénal sur la Scientologie démontrant la possibilité juridique de dissoudre sa branche française, fut déchargé de ses fonctions au sein de cet Organisme.

Notons franchement, sans parti pris ni préjugé, que le double langage gouvernemental s'agissant de la politique culturelle de l'Etat semble reproduire la stratégie de « communication » propre à ce même gouvernement. Stratégie communicationnelle inspirée par des conseillers en communication nourris des théories abracadabrantiques de la Programmation Neuro Linguistique ou encore de l'Analyse Transactionnelle — autant de « *fausses sciences* », de « *fraudes intellectuelles* » (Yves Winking) et de techniques de manipulation mentale caractérisées. Le recours au double message contradictoire et aux injonctions paradoxales, l'usage du *double bind*, semblent apparaître comme une technique de communication politique du gouvernement actuel.

Ce trait saillant de culture gouvernementale rapproche d'ailleurs cet exécutif de mouvements para-sectaires — voire tout bonnement sectaires, tels que l'Eglise de Scientologie, férue de ce type de techniques manipulatoires. Le ver est-il déjà dans le fruit ?

On peut craindre notamment que ces ambiguïtés politiques et cette équivoque rhétorique, puissent hypothéquer l'avenir du modèle de laïcité français, et, bien entendu, la pérennité de notre démocratie — irréductiblement dépendante d'une séparation radicale entre les deux Pouvoirs, spirituel et temporel, entre le Politique et le religieux, entre l'Etat et les religions.

Certes la conjoncture internationale et géostratégique s'avère toujours plus défavorable à la défense de ces modèles de laïcité et de démocratie libérale; les réseaux religieux transnationaux, surtout les multinationales religieuses américaines, ont acquis une puissance financière, un poids économique et une influence politique considérables, qui contraignent les Etats à nouer des alliances stratégiques avec l'acteur religieux. L'exemple le plus célèbre de ces conflits géostratégiques et diplomatiques — qui placent en pleine lumière les collusions entre les sphères religieuses, politiques et économiques sur la scène mondiale — est celui du *lobbying* scientologue au sein des instances européennes puis au cœur de l'Etat français par la médiation du *Foreign Office*. Néanmoins cette conjoncture diplomatique est instaurée de longue date et, sur la scène internationale, les acteurs religieux exercent en permanence depuis plus de trois décennies un *lobbying* discret mais efficace de nature à infléchir la politique des Etats et des instances supra-étatiques. Mais, en France, aucun exécutif n'avait semble-t-il consenti à autant de compromis et noué autant d'alliances avec la sphère religieuse que les gouvernements Raffarin successifs .

²

Les dérives étatico-religieuses contemporaines ne menacent pas seulement la droite néolibérale, bien entendu. Les

autres droites et l'ensemble des gauches sont tout autant susceptibles de suivre la même pente. On se souvient par exemple de Mitterrand et de ses mages. Plus globalement, toutes les tendances du spectre politique sont peu ou prou concernées, de la droite extrême aux libertaires.

Néanmoins, il faut reconnaître que les Ministres du gouvernement Jospin avaient réagi énergiquement à la problématique des sectes et à l'hégémonisme culturel-culturel nord-américain. Bernard Kouchner s'était montré très méfiant s'agissant de la législation sur les psychothérapies *New Age*; Hubert Védrine s'était confronté très durement avec le *Foreign Office* sur la question des sectes — en 2000, de sérieux incidents diplomatiques s'étaient même produits, tel qu'un « gel » momentané des relations diplomatiques entre la France et les Etats-Unis.

Mais il faut aussi souligner que les « gauches historiques », les socialismes, le lénino-stalinisme, les trotskismes, le castrisme, le guevarisme ont engendré des catastrophes pour avoir voulu « changer l'homme » et forger un « homme nouveau » au moyen de la psychothérapie et des nouvelles religiosités. Il faut rappeler que le national-socialisme et le lénino-stalinisme furent des Religions-politiques au sens strict. Il faut d'ailleurs remonter jusqu'aux premiers socialistes — aux Cabet, Fourier, Owen et aux micro-millénarismes nord-américains du XIX^e siècle, au "Nouveau Christianisme" de Saint-Simon et des saint-simoniens, à Auguste Comte, à Karl Marx et aux positivistes du XIX^e siècle — pour trouver l'origine du *New Age* dans l'ère moderne. Pour la mythanalyse du *New Age* en deça de la Modernité, nous remontons au XII^e siècle, à la Théorie des Trois Âges du très chrétien Joachim de Flore, matrice des socialismes modernes; puis jusqu'au manichéisme, au zoroastrisme de l'Iran Ancien et au védisme (doctrine des Avatars et des Âges de l'humanité) pour la période ancienne. En bref, les grandes catastrophes du XX^e siècle, ses deux totalitarismes (national socialisme et lénino-stalinisme), résultent de l'utopie socialiste, de sa volonté de forger un surhomme doué d'une conscience transcendante et d'instituer une « religion planétaire » (hégémonique). Mais rassurons-nous, les socialismes modernes ont su tirer les leçons de l'Histoire, du moins nous l'espérons, bien qu'ils soient encore tentés par leurs vieux démons. Le socialiste Tony Blair en Grande Bretagne par exemple, à l'instar de Bill Clinton et All Gore, apparaît typiquement comme un politicien *New Age*; le social-libéralisme de la « troisième voie » est tout à fait comparable au néolibéralisme nord-américain (néo-christianisme, éthique capitaliste).

Historiquement, les droites ne détiennent pas le monopole de l'*ubris* de la démesure en la matière; le fantasme de la dictature-éducatrice *via* le bricolage psychomystique et magico-religieux est autant « de droite » que « de gauche ». La problématique ne se réduit pas à la droite néolibérale et à l'« éthique protestante » du capitalisme; l'eschatologie marxiste, empreinte de religiosité, peut notamment connaître elle aussi un *revival* historique. Néanmoins, en France, il semble actuellement que la « droite dure » de gouvernement soit la plus prosélyte et la plus dangereuse à cet égard. De surcroît, s'il est possible de sensibiliser des intellectuels de gauche à ces questions — parce que, de par la tradition philosophique hégéliano-marxiste, les notions d'aliénation et de réification ont un sens précis pour eux (il reste à déterminer l'origine de l'Aliénation, c'est tout le débat) — il est difficile d'alerter des conservateurs de droite, souvent hermétiques à ces concepts fondamentaux. D'ailleurs, la droite néolibérale « aux affaires » actuellement n'a cure, semble-t-il, de l'aliénation sectaire; c'est même probablement pour elle un excellent programme d'apprentissage de la servitude-volontaire aux impératifs du capital, aux dictats du système de production capitaliste. Le *management* (néo)libéral ou « *management* sectaire » (E. Diet) s'inscrit d'ailleurs en plein dans cette visée d'aliénation des travailleurs aux idéologies capitalistes: les technologies de l'âme imprégnées de religiosité *New Age* — Développement personnel, psychothérapies, *Coaching* — permettent d'instrumentaliser les capacités proprement humaines des individus (les « ressources humaines », le « capital humain ») et de les aliéner aux impératifs de production capitaliste. L'Eglise de Scientologie par exemple forme au « *management* participatif » (« toyotisme ») des milliers de cadres dans le monde, au sein des plus grandes firmes transnationales. Cette dynamique d'aliénation et de réification capitaliste est une immense catastrophe et un énorme scandale, dont on peine à mesurer les conséquences pour les générations futures.

Le contexte international ne suffit donc pas à expliquer le comportement et l'action de l'Etat français, sur la scène intérieure, à l'égard de l'acteur religieux — posture certes ambiguë, mais suffisamment signifiante pour effectuer une première interprétation. Le phénomène d'« américanisation » de notre société et l'adoption progressive du modèle communautariste nord-américain — imputable au procès de mondialisation des idéologies néo-libérales, à la diffusion planétaire des utopies et des mythes fondateurs de la Nation américaine, de ses sectes et de ses psychothérapies *New Age* ³ — semble plutôt servir les intérêts de classe de nos gouvernants.

² Le mondialisme des Etats-Unis prend place au cœur du dilemme géostratégique nord-américain — entre isolationnisme et interventionnisme, uni- et multi-latéralisme — que le Président Woodrow Wilson avait cru

surmonter en confiant aux Etats-Unis la responsabilité d'une démocratie planétaire et un rôle messianique de guidage sur la scène mondiale (wilsonnisme). Il confia à l'Amérique, qui lui apparut comme le *leader* responsable du monde libre, une véritable mission civilisatrice. Aussi, ce mondialisme apparaît souvent comme l'expression des idéologies nationalistes des Etats-Unis. La politique internationale de la Nation américaine apparaît exagérément motivée par l'actualisation de son rêve expansionniste, celui d'un ordre mondial ordonné par son utopie fondatrice, moyennant la diffusion de ses mythes d'origine, de ses idéologies et de ses sectes religieuses. Cette tendance messianiste était déjà active chez les pères fondateurs et dans les mythes fondateurs de l'Amérique: «*C'est la Providence qui a présidé à cette création (les E.U) et l'a investi d'une mission qui dépasse l'égoïsme des hommes. Cette mission universelle justifie la nation (américaine) au regard de l'humanité entière ... (...) ... (c'est) un modèle pour toutes les nations sur la terre. (...) Ces principes à la fois universalistes et orientés vers l'intérêt national, deviendront l'idéologie nationaliste des Etats-Unis à venir. (...) ... (c'est) une utopie dans la lignée visionnaire des puritains, une re-création du monde en Amérique et à partir de l'Amérique.*» (Elise Marienstras: «*Les mythes fondateurs de la nation américaine.*», pp. 339, 340, 346).

Les mythes fondateurs de la nation américaine sont hantés — c'est un fait bien connu — par les fantasmes du «nouvel homme», du «nouvel âge» et du «nouveau monde»: «... nous allons à présent rendre les hommes libres.» déclaraient Wilson et Roosevelt. De R.F Kennedy («Vers un monde nouveau.», 1968) à Bush, Clinton et Gore («Sauver la planète terre.»), la rhétorique du «monde unifié» par l'Amérique — «*One Word*» — n'a pas varié d'un iota. En 1995, Madeleine Albright a même ouvertement désigné l'ONU comme «... *outil de la politique étrangère américaine.*» (Washington Times, 13 décembre 1995).

Le messianisme américain nourrit la confusion entre affirmation identitaire et espace international.

3 La dynamique d'instrumentation réciproque entre le religieux, le politique et l'économie en France et cette porosité des frontières de chaque champs s'inscrivent en plein dans la logique néolibérale. Ce fait objectif est largement démontré, notamment par Emmanuel Diet, Anne Fournier et C. Picard et tant d'autres auteurs, dont nous-même*, qui, dans plusieurs champs disciplinaires, ont décrit la synchronicité et la simultanéité du procès de diffusion des nouveaux mouvements religieux nord-américains (dont la nébuleuse *New Age* et les sectes) et de la dynamique d'actualisation de l'« utopie néolibérale » d'un Marché pur et parfait régulateur de l'ordre social.

Il nous faut clarifier cette conjoncture complexe. Notre question de départ sera donc la suivante : pourquoi, pour quelles raisons, le gouvernement français actuel entretient-il une relation ambiguë avec l'acteur religieux sur la scène intérieure, au risque de mettre en danger nos modèles de laïcité et de démocratie ?

Cet article essaie de dégager des pistes de réflexion et un axe de recherche pour éclairer cette problématique, en s'appuyant sur l'acquis scientifique — déjà important et fortement étayé⁴ —, sur des données historiques ainsi que sur les faits les plus récents.

Nous pouvons partir du constat, fermement établi, de la collusion, sur la scène mondiale comme sur les scènes intérieures stato-nationales, entre les milieux conservateurs, néo-libéraux et religieux — Eglises, nouveaux mouvements religieux, sectes, *New Age* et mouvances psychomystique, auxquels on doit ajouter les courants *manageriaux* spiritualistes inspirés par l'Ecole de Palo-Alto et le Menteal Research Institute, ainsi que par l'Institut Esalen (Californie). Plusieurs chercheurs ont démontré, depuis les années soixante dix, l'instrumentation d'idéologies théologico-politiques élaborées conjointement par les cercles religieux, les idéologues et les néolibéraux aux Etats-Unis, puis en Europe et dans le monde entier, en vue de la diffusion planétaire de la « Révolution conservatrice » néolibérale, depuis le « tournant conservateur » des années 70 et le recul des sociaux-démocrates.

* Luc-Michel Mazenq : « *Les Nouveaux Mouvements Religieux et les Nouveaux Mouvements Sociaux dans le procès de mondialisation. Pour une phénoménologie sociologique des mutations de la modernité (XIX-XXème siècles.* », Thèse de doctorat, 2001, Grenoble II, Atelier National de Reproduction des Thèses (www.anrtheses.com.fr).

En effet, le «néo-libéralisme», ou plutôt « proto-libéralisme » — « proto » au sens de « premier » (libéralisme), c'est-à-dire le Libéralisme Classique de la Renaissance —, résulte d'une alliance entre des conservateurs et des libéraux, ligués pour contrer le socialisme. Il s'agit d'un libéralisme économique et non pas politique, au sens de Tocqueville. Cette tendance, après avoir longtemps mûri dans l'ombre du keynésianisme, fera surface au cours des années 80. Puritain et conservateur, politiquement anti-libéral, **le néo-libéralisme va puiser aux sources de l'Autorité — dans les « lois naturelles » et dans la révélation divine — une ultime légitimation pour faire impasse sur les lois positives.** Dès les années 70, **les théoriciens néo-libéraux firent appel à la religion et aux sectes nord-américaines** d'une part, à une éthique du don héritée de l'utilitarisme de John Stuart Mill d'autre part, **pour réguler le « nouveau » libéralisme économique** (solidarisme caritatif, libéral-caritativisme et capitalisme compassionnel, communautarisme éducatif). Ce proto-libéralisme est totalitaire car, d'une part, il se joue de toutes les lois positives pour leur substituer la Loi naturelle, les préceptes religieux et la tradition et, d'autre part, parce qu'il induit une emprise des intérêts privés sur la puissance publique — une privatisation des pouvoirs et du bien publics. Dans le contexte des globalisations économique et politique, le néo-totalitarisme se caractérise par l'éclatement des Etats-Nations et par le démantèlement de l'Etat-social, conséquence de la dérégulation des échanges économiques. Communautarisation et « américanisation » des sociétés, extinction du politique, uniformisation, standardisation, homogénéisation culturelle, massification, banalisation — individus de masse, hommes universels et abstraits impuissants à influencer sur les cours des affaires publiques — sont le lot de cette dérive totalisante/totalitaire.

John Stuart Mill fut l'un des premiers à valoriser une éthique du don, mise en œuvre par le biais du solidarisme caritatif — notamment religieux — et de l'éducation, **pour réguler l'utilitarisme libéral.** Cette éthique du don sera recyclée par les théoriciens néolibéraux. Au cours des années 70, les années Reagan (Révolution conservatrice), **le néo-libéralisme va promouvoir une «religiosité globale» transnationale et la thèse du pluralisme religieux.** La métaphore économique permettra d'articuler religion et politique. Dans ce contexte, des sociologues comme Peter Berger s'emploieront à **assimiler le religieux à un marché, identifiant l'espace religieux aux logiques de Marché (fluidité, possibilité pour les individus de passer d'un groupe à l'autre).** L'objectif consiste à **mettre en place des «structures de médiation» de tailles réduites — associations humanitaires, églises, communautés — entre l'Etat et l'individu, pour réguler le néo-libéralisme** — c'est-à-dire pour endiguer l'anomie et l'atomisation sociales engendrées par le démantèlement de l'Etat-social et de l'Etat-Nation provoqué par l'actualisation de l'utopie néolibérale. Les thèses de l'« *empowerment* », de la responsabilité et de l'« autonomie » individuelles, les vertus du local et de la philanthropie sont exaltées. L'éducation et le management orchestrent cette thématique pour mettre en place les structures de médiation. Ce « culturalisme », note Ariel Colonos, vise à « ... *donner une vision de l'entreprise qui l'accrédite comme acteur du changement social (...) ... et étendre à toute la société la promotion d'un modèle qui devient, en se généralisant, une démarche existentielle* »⁵ («entreprise citoyenne», entreprise-communauté, rôle social de l'entreprise) . Ce modèle socio-économique, visant à faire de l'entreprise privée la base de la pyramide sociale, sera exporté dans le monde dès les années 80. On a pu parler, à propos de cette délicate hybridation entre (néo)libéralisme et communautarisme, d'un «communautarisme de marché» (*Ibid.*, pp. 233, 234)

connexe à la religion du marché, directement associé aux logiques de mondialisation (performance, adaptabilité, flexibilité) et d'expansion du «Rêve américain». Ici s'origine l'éthique du don, le libéral-caritativisme, l'humanitaire *New-Age* et le capitalisme compassionnel comme facteurs de régulation de l'utopie néo-libérale, pour compenser le démantèlement de l'Etat-Providence et de l'Etat-Nation.

Le gouvernement Raffarin semble suivre une ligne politique et des orientations économiques typiquement néolibérales, caractérisée par le démantèlement de l'Etat-Social, la privatisation des services publics, la formation d'un Etat-Entreprise concurrentiel avec une fort engagement des syndicats patronaux et de leurs courants *manageriaux* tendance *New Age* impliqués dans la définition et la mise en œuvre de la « Refondation sociale » (galaxie du Medef), l'organisation d'un Etat minimum militaro-policier, le recours au discours religieux-spiritualiste et aux organisations religieuses caritatives pour aménager la solidarité sociale en guise d'alternative au démantèlement de l'Etat-social. Ajoutons à cette récession le projet de « décentralisation » — ou plutôt de régionalisation ou, plus précisément encore, de territorialisation — qui s'avère conforme aux modalités de structuration politique néolibérales (*i.e* autonomisation et mise en concurrence des territoires). Là où le « compromis social socio-démocrate » convoque un Etat-Providence redistributif, le «compromis social néolibéral» vise en effet à revaloriser les mécanismes de solidarités traditionnelles dans des espaces de proximité et de liberté économique socialement responsables et solidaires, pour compenser le démantèlement de l'Etat-social. Les modalités de la régionalisation orchestrée par la droite néolibérale, assortie de l'instauration progressive d'une «République sénatoriale» affaiblissant considérablement le pouvoir du Parlement, de notre Assemblée législative, menacent gravement le compromis social-étatique, sapent les fondements de l'organisation politique de la Nation et de la République française. L'aporie néo-libérale (*ie*. comment démanteler l'Etat-social sans provoquer anomie généralisée et atomisation sociale ?) est «surmontée» en faisant supporter toute la charge de la responsabilité sociale à un « individu situé » (Alain Marchand) au sein de micro-communautés où peuvent s'exercer à la fois une solidarité organique et un contrôle social de proximité, tandis que les individus et les territoires sont mis en concurrence. Le « *glocalitarisme* » (global/local) et la « relocalisation de l'économie » pour réguler les globalisations renvoient à l'organicisme politique néolibéral, avec ses conséquences inévitables en terme de re-féodalisation des rapports sociaux. La procédure «Pays» et la « gouvernance territoriale » apparaissent ainsi, au cœur de la nouvelle organisation territoriale de la France, comme un maillon, ou plutôt une «sphère» de la structuration concentrique typifiant l'aménagement territorial néolibéral. Ce modèle holistique et totalisant, (« *globalitaire* ») de « multi-level governance » — dont l'Organisation Mondiale du Commerce et la « gouvernance globale » constituent le modèle fondationnel référent — peut aisément être figuré par la métaphore classiquement organiciste et totalitaire de l'oignon, avec ses différentes couches concentriques qui ensèrent l'individu au sein d'enveloppes successives, de la famille aux institutions stato-nationales et supra-étatiques. La procédure «Pays» et l'« Organisation Locale du Commerce » visent à organiser à la base la structuration politique néolibérale, c'est-à-dire à revaloriser, dans une « société de marché », les mécanismes de solidarités traditionnelles dans des espaces de proximité et de liberté économique socialement responsables et solidaires pour compenser le démantèlement de l'Etat-social. De même, le «*management* participatif de territoire», technique psychosociologique de « gestion des groupes » pour la « gouvernance territoriale », convoquée pour le *management* des « ressources humaines » au sein des Conseils Locaux de Développement, transposition dans le champ politique du

management participatif en Entreprise — issu de dangereuses techniques *New Age* de communications telles que la Programmation Neuro Linguistique ou l'Analyse Transactionnelle — apparaît comme un nouveau mode de gestion autoritaire et technicisé du Pouvoir politique; d'un Pouvoir de plus en plus concentré et éloigné du « citoyen », dissimulé sous les atours chatoyants de la « démocratie participative » et de la « gouvernance territoriale », ou plutôt sous le masque technico-scientifique du « *management* participatif » et de l'ingénierie sociale. Cette école de servitude-volontaire apparaît comme une manufacture du consentement, industrie *New Age* de la consolation, à grand renfort de technologies de l'âme et de « *Sciences Frankeinstein* » telle que la PNL (Lucien Sfez). Vaste fabrique de clones formatés aux standards comportementaux élaborés par les « Programmeurs Neuro-Linguistiques » — ingénieurs sociaux platoniciens —, de copies conformes aux « archétypes » tout droit venus du ciel des *Idées*, d'incarnation de modèles idéels obsédés par le fantasme de l'« excellence » et asservis au « culte de la performance » ; ce qui rappelle l'utopie totalitaire de la République platonicienne et ses techniques de dictature-éducatrice. Ce « laboratoire de la gouvernance territoriale » que constitue le Conseil Local de Développement institué par la Procédure Pays laisse transparaître la forme la plus insidieuse de domination corporatiste et économique: le structuro-fonctionnalisme technico-scientifique, à grand renfort de techniques *New Age* de communication politique et de gestion de groupes, qui masquent le pouvoir occulte d'élus asservis aux corporatismes locaux.

⁵ Ariel Colonomos : « *Eglises en réseaux. Trajectoires politiques entre Europe et Amérique.* », 2000, pp. 115 à 124 (chap. 4: « *La modernisation conservatrice.* »). Voir, du même auteur: « *Sociologie des réseaux transnationaux.* ».

L'instauration progressive de cette « République des petites patries » et des petites vertus ou encore « *République des territoires* » (JP Raffarin) aux accents pétainistes, assortie d'une sénatorialisation croissante de la vie politique et d'une reféodalisation du lien social, nous conduit tout droit vers une « République sénatoriale », ou encore une « République des Sages » selon le modèle platonicien, vers une démocratie de plus en plus indirecte pour endiguer un populisme rémanent dans la « France d'en bas » ; une « démocratie (de « marché ») formelle » qui reproduit le modèle politique nord-américain et signale un procès de structuration sociopolitique néolibéral.

Sur la scène mondiale néanmoins, la politique internationale suivie par Jacques Chirac et par Dominique de Villepin, marquée par un gaullisme affirmé, s'est avérée, au cours de la première moitié de la deuxième mandature chiraquienne, plutôt « protectionniste » à l'égard des Etats-Unis en matière culturelle et culturelle (« exception française ») — bien qu'il fut difficile de discerner les enjeux culturels des enjeux géostratégiques et économiques lors de cette période, marquée par les conflits franco-américains engendrés par les différents s'agissant de la deuxième guerre du Golfe Persique. D'ailleurs, nous rappellerons que le Ministre des Affaires étrangères du précédent gouvernement socialiste, Hubert Védrine, s'était confronté très durement avec le *Foreign Office* sur la question des sectes ; rien de tel ne s'est encore produit sous les gouvernements Raffarin I, II et III, bien au contraire semble-t-il.

Dès lors, au regard de la posture nettement néolibérale de la droite gouvernementale d'une part, des conditions d'actualisation de l'utopie néolibérale (instrumenter le religieux pour endiguer les dérégulations néolibérales) d'autre part, **nous pouvons raisonnablement supposer que le gouvernement Raffarin et la droite néolibérale française puissent faire appel au religieux et au spirituel pour compenser les effets de dérégulation néolibérales**, pour endiguer l'anomie et l'atomisation sociale engendrées par le démantèlement de l'Etat-providence et de l'Etat-Nation.

Nous allons vérifier cette hypothèse au regard d'informations récentes sur la politique

culturelle des gouvernements Raffarin I, II et III.

Après avoir problématisé et contextualisé notre objet d'étude dans ce premier segment, nous résumerons brièvement, dans le deuxième chapitre, les conditions historiques d'émergence et de déploiement des Nouveaux Mouvements Religieux ainsi que de la nébuleuse *New Age* depuis la « première » mondialisation du XIX^{ème} siècle. Le troisième segment sera consacré à l'étude de la conjoncture française. Dans un quatrième segment, nous recenserons les informations les plus récentes sur la politique culturelle des gouvernements Raffarin. Enfin, la cinquième partie de l'article conclura cet exposé par une réflexion sur le procès néolibéral de régression du politique au psychomystique.

2- LE CONTEXTE HISTORIQUE D'EMERGENCE DES NOUVEAUX MOUVEMENTS RELIGIEUX , DES SECTES ET DU NEW AGE SUR LA SCÈNE (GÉO)POLITIQUE .

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, une profonde réaction contre le matérialisme et l'athéisme se déclarait aux Etats-Unis. Dans le même temps, les historiens romantiques et les sociodarwinistes revivifiaient le mythe du destin providentiel des U.S.A. Comme le signale Henri Desroche, il s'agissait de transformer le nationalisme américain en conscience collective d'une société rédemptrice, missionnée par décret divin pour jouer un rôle messianique dans la destinée du monde. Aussi, dès 1850, l'Amérique du Nord, qui connaissait une vague sans précédent de créativité religieuse, exportait ses nouvelles sectes en Europe— Mormons, Adventistes, *Christian Science*, Témoins de Jéhovah, mouvances spiritistes entre-autres. Une croisade anticatholique, accompagnait la « première » mondialisation (1834), dirigée par la Grande-Bretagne.

C'est dans cette conjoncture que la Société Théosophique fut fondée à New-York (1875) par Héléna Blavatsky, immigrée Russe, et le colonel Olcott — citoyen américain et franc-maçon, introduit dans les plus hautes sphères politiques. L'objectif politique de la « Religion Mondiale » du Théosophisme visait l'instauration d'un « *Nouvel Âge* » et d'un « *Nouvel Ordre mondial* » (Héléna Blavatsky, Alice Ann Bailey). Aussi, lorsqu'il fut décidé, en 1878, d'introduire le Théosophisme en Europe et en Asie, le Président des Etats-Unis en personne, Rutherford Hayes, intervint directement pour soutenir cette initiative. Le Théosophisme pris le nom de (mouvement du) « *Nouvel-Âge* ».

Dans le nouveau bassin sémantique de la modernité, formé aux alentours de 1860, après l'« échec » du romantisme politique du XIX^{ème} siècle, l'année 1875 marquera le début d'une flambée intégriste. D'un point de vue mythanalytique, cette résurgence joachimiste (Joachim de Flore, théorie des « Trois Âges ») s'inscrit dans le contexte épistémologique des positivismes, des évolutionnismes et des philosophies de l'Histoire. Il s'agit d'une radicalisation de la conscience chrétienne, d'une remontée du pôle apocalyptique primitif, dans le sillage d'une gnose foncièrement dualiste et prométhéenne. Ce néo-millénarisme renvoie à une théologie de l'Histoire; phénoménologie de l'Esprit empreinte de la toute-puissance du « *Deviens ce que tu es.* » de la mythologie chrétienne et du personnalisme — c'est-à-dire la révélation du Sujet absolu et de l'individualité divine chez des êtres sanctifiés. Elle vise l'intégration parfaite de l'individu dans une synthèse supérieure d'évolution. Le couronnement de l'homme, sa libération parfaite, surviendra dans l'« Âge de l'Esprit » (Joachim de Flore), le « Troisième Âge » et l'« Âge positiviste » (Auguste Comte) ou encore à l'heure de la fin de l'Histoire et de la lutte des classes (Karl Marx). Le « *Nouvel Âge* » (H. Blavatsky , A.A. Bailey) consacrera l' «... *avènement du*

« règne de l'Esprit comme ultime figure de la liberté chez des êtres surhumains. » (J.P. Sironneau).

L'origine lointaine de cette gnose remonte au védisme et au zoroastrisme de l'Iran Ancien. Elle sera relayée par le bouddhisme, le manichéisme, la secte essenienne puis l'augustinisme et le christianisme des Pères de l'Eglise, le joachimisme (de Flore), les micromillénarismes nord-américains du XVIIIème siècle, puis le socialisme utopique. Elle constitue le socle des courants ascétiques et hérétiques des XIVème et XVème siècles (jansénisme, Réforme) et de l'idéologie capitaliste. Il s'agit — comme le signale Gilbert Durand — de l'un des axes intégristes de la psyché collective chrétienne.

Ce regain de fondamentalisme chrétien préfigurera l'émergence, aux Etats-Unis, des Nouveaux Mouvements Religieux. Puis surgira le courant *New-Age* — héritier direct du Théosophisme et du mouvement du Nouvel-Âge de H. Blavatsky et de Alice Ann Bailey — dès le début des années soixante-dix, en Californie et à l'aube de la « deuxième » mondialisation néolibérale. Le *New Age* eut à charge de prophétiser dans le monde la « *Nouvelle Ere* » de « prospérité », de « liberté économique », de « conscience planétaire » et d' « unité mondiale » — l' « *Ere du Verseau* » (M. Fergusson) ; prophétie autoréalisatrice et « mythologie » mondialiste qui permettaient aux économistes néolibéraux et aux néoconservateurs de justifier idéologiquement le démantèlement des Etats-Nations et des Etats-providences en vue de la libéralisation complète du marché mondial.

Durant la phase d'émergence des nouveaux mouvements religieux et du *New-Age*, dès la fin de la guerre froide et à la suite de la dépression économique de 1974 (fin des « Trente glorieuses ») initiant la crise de l'Etat-Providence — à l'aube de la « Révolution conservatrice » néo-libérale et au cœur de la deuxième mondialisation pilotée par les Etats-Unis (1980) — nous assistons à l'affirmation du « *Nouvel Ordre mondial* » de Georges Bush). La première guerre du Golfe Persique (1991) fournira aux Etats-Unis l'occasion d'affirmer leur suprématie dans le monde et d'affermir leur emprise sur les Organisations multilatérales — considérées dès lors comme le bras séculier de la politique internationale et du messianisme nord-américains.

Dans le même temps, le libéralisme et le capitalisme ont dû être réformés pour assurer le passage au capitalisme financier et au néo-libéralisme. Le capitalisme entrepreneurial et *managérial* furent contraints de s'adapter à la financiarisation de l'économie, à ce que l'on nomme aujourd'hui la « nouvelle-économie » — ou encore l'« *économie New-Age* » comme la qualifie l'économiste Anton Brender (« *Le nouvel âge de l'économie américaine* »). Le rejet des thèses marxistes et la chute du communisme laisseront un vide idéologique que le néo-libéralisme — système d'interprétation totalisant, *globalitaire*, proche du marxisme sur le plan culturel — s'empressera d'occuper. L'instrumentalisation des thèses d'un John Rawls (« Théorie of justice »), philosophe inspiré par Kant et les philosophies du système, sera déterminante dans l'élaboration utopiste néo-libérale. Le justnaturalisme et les théories du contrat permettront au néo-libéralisme, entre autres recours, d'édifier une théorie « sociale » holiste, organiciste et profondément réactionnaire — en ce sens qu'elle s'appuie sur une conception négative de la liberté, revalorise les critiques hyperlibérales de l'Etat-Providence et survalorise le communautarisme. Le projet néolibéral de recontractualisation des sociétés vise à faire de l'entreprise privée le socle de la pyramide sociale ; dispositif préfigurant une reféodalisation du lien social. La naturalité des lois économiques et de l'ordre de la finance est invoquée. Un discours sacrificiel, visant l'assujettissement de l'individu au tout social, s'appuie sur l'intériorisation des contraintes et des normes socio-culturelles. Aux Etats-Unis, une société policée se mettait en place, moyennant un renforcement du contrôle social, une survalorisation des « vertus civiques » ; réforme morale, « réarmement moral », postulant l'innéité des valeurs sociales et refoulant l'« excuse

sociologique». Le démocratisme commençait à reculer. Un nouveau conformisme visant à bloquer toute velléité subversive verrouillait la dynamique de mutations culturelles et sociales initiée dans les années soixante et soixante-dix.

L'imaginaire néo-libéral est en effet centré sur la représentation d'une société de castes ou d'*états* d'Ancien Régime, dominée par une nouvelle bourgeoisie — «élite éclairée» mondialisée, légitimée par une rhétorique de la responsabilité et de l'autonomie individuelle. Dans ce contexte, un pouvoir englobant prit forme. Il fut justifié par l'impératif éthique de solidarité organique, de «réconciliation» et d'unité sociale, au nom du bien commun et de l'intérêt général. La culture d'entreprise fut revigorée. La «pensée unique», modèle économique darwinien dominé par la physocratie et le «mythe walrasien» (économie néoclassique) visant l'instauration d'un ordre pur et parfait et induisant l'homogénéisation de la pensée économique, se diffuse rapidement dans toutes les nations. Le thème de la globalisation se répand; il vise à consacrer la suprématie d'une théorie «sociale», désocialisée et déshistoricisée. Le passage au néo-libéralisme sera défini comme une évolution naturelle, irrémédiable et irréversible. Les arguments prédictifs justifiant l'espérance utopiste de l'«Ere Nouvelle» invoqueront le sacrifice des acquis sociaux et de l'égoïsme, au nom du « savoir-être » (pour « savoir se vendre » sur le marché du travail) et autres « nouvelles valeurs » de la société New Age de l' « Ere du verseau » issues du mouvement du « potentiel humain ». Les émancipateurs de la «Nouvelle Ere» — *managers* en «ressources humaines», «consultants» d'entreprises, *Coach* — seront chargés d'orchestrer le dispositif manipulateur. Les mouvements sociaux contestataires pourront dès lors être interprétés comme des réactions infantiles et égoïstes au regard de l'intérêt général et du bien commun. L'Etat néo-libéral apparaîtra progressivement comme un Etat minimal réduit à ses fonctions régaliennes et militaro-policières; «Etat-pénitence», libéral-paternaliste (Loïc Wacquant) réfutant l'excuse sociologique au nom de l'éthique de responsabilité («tolérance zéro»). Un positivisme juridique absolutiste règne et règle le Nouvel-Ordre.

Dans le même temps, le sociologue britannique Antony Giddens vulgarisait sa sociologie et définissait — en combinant une théorie de l'intégration systémique, culturelle (et non pas sociale) avec le communautarisme écologique de John Gray — une «Troisième voie», présentée comme une alternative au projet néolibéral (T. Blair). Cette alternative, non moins utopiste et «culturaliste» que le néolibéralisme, était censée réformer la social-démocratie européenne. Elle avait auparavant déterminé la politique des démocrates Bill Clinton et Albert Gore. Cette «Troisième voie» social-libérale était si proche du néo-libéralisme qu'elle lui est aujourd'hui identifiée.

Les théologies politiques du néolibéralisme et de la «Troisième voie» sont imprégnées de religiosité *New Age*. Tony Blair, Bill Clinton et Al. Gore (crypto-républicains) apparaissent comme des politiciens *New-Age*, convoquant aussi bien le christianisme que le bouddhisme; le chrétien fondamentaliste Georges W. Bush, porté au pouvoir par les vulgates néo-protestantes, par la *Moral Majority* et par les *idéologues* de Washington notamment, invoque le «Conservatisme de la compassion.» — «Conservatisme du cœur.». L'ordre néolibéral et celui de la «Troisième voie» substituent à l'Etat-providence un Etat libéral-caritatif (transfert des missions de l'état-social sur les organismes caritatifs) et un Etat-Thérapeute (utopies *managériales*, dictature éducatrice): *Church and State*, Dieu et l'Etat.

Un social-libéralisme autoritaire et une Nouvelle Droite légitimés par des philosophies sociales et politiques imbibées de religion s'édifiaient ainsi, aux Etats-Unis et en Europe, en vue de la revalorisation des transcendances métasociales des ordres anciens. Les visées de ces nouveaux partis de la loi et de l'ordre sont surdéterminées par un néo-romantisme primitif de droite. En France, le «nouveau socialisme» a pu trouver un écho chez les tenants de la «deuxième

gauche» — les membres de la Fondation Saint-Simon, la revue Esprit, l'hebdomadaire le Nouvel Observateur et la CFDT. Les idéologies de la Nouvelle Droite sont canalisées par des dirigeants d'entreprises comme Ernest Antoine Sellière (MEDEF), des penseurs tels que Denis Kessler (MEDEF) — ancien maoïste, prophète d'une «Refondation sociale» d'inspiration néolibérale — et dans l'«écologie brune» (E. Goldmish, A. Waechter), entre autres.

Dans le sillage du néo-libéralisme et de la «Troisième voie», les NMR et le *New-Age* ont pu se développer considérablement, aux Etats-Unis puis en Europe et, enfin, dans le monde entier. Le bouddhisme tibétain fut introduit en Californie (A. Watt) et en France (B. Benson) dès les années 70. Des centres de stages, des petits pôles utopistes *New-Age* — lieux de vie, d'expérimentation de la «nouvelle pensée holistique» et de formation («communautés éducatrices») — se développent très rapidement. La Scientologie envahit l'Europe. Des moyens financiers considérables permettent une diffusion fulgurante de l'espérance utopiste *New-Age*. La vogue du Développement personnel et du *Coaching* — «bricolage psy.» absolument dénuée de fondement scientifique et si favorable à la dynamique ultra-libérale et à l'éthique capitaliste — connaît un succès grandissant. Les auteurs les plus obscurs, tels que Alexis Carrel ou encore C.G Jung, sont convoqués pour orienter des pratiques psychothérapeutiques souvent extrêmement douteuses .

Toutes les catégories sociales sont touchées. Psychothérapeutes et prophètes du *New-Age* s'enrichissent financièrement et commencent à infiltrer les institutions sociales et politiques.

L'émergence et l'influence croissante des nouveaux mouvements religieux et des sectes dans le champ politique et sur la scène mondiale, l'expansion considérable des religions instituées et la diffusion planétaire des idéologies politiques de la nébuleuse *New Age* ont suivi une courbe strictement parallèle à la résurgence puis à la mondialisation de l'utopie néolibérale, au procès de globalisation politique et économique. L'observation de cette synchronicité des deux dynamiques d'émergence et d'expansion, corrélée avec un corpus de données d'observations de terrain, permet d'établir la profonde interdépendance entre les deux processus — le religieux et le spirituel ayant charge d'endiguer l'atomisation sociale engendrée par les dérégulations néolibérales d'une part, de prosélytisme pour diffuser la «pensée unique» et unifiante d'autre part (monothéisme, monisme psychologique, monisme politique, unitarisme et holisme, «vision planétaire globale», mondialisme, globalitarisme/totalitarisme).

Notamment Alexis Carrel, eugéniste et fasciste patenté, qui présida l'Institut Rockefeller — Organisme par lequel transitèrent, vers l'Europe et dès les années trente, des idéologies spiritualistes réactionnaires. De même s'agissant de Carl Gustav Jung, qui fut fasciné par le nazisme de 1932 à 1940; il y voyait «... l'expression de l'âme créative et intuitive.» (revue «Cultures», N° 24, février 2000). Ce n'est qu'après 1940 qu'il révisa ses opinions. D'ailleurs, récemment, le Journal Français de Psychiatrie (N°11) a rappelé la reconnaissance officielle de la psychothérapie jungienne par le IIIème Reich, tandis que C. G. Jung servait le régime nazi et que la psychanalyse freudienne était vouée aux autodafés (JFP N° 11, "Etudes et commentaires sur les psychothérapies" p. 42). Ces réalités ont été tenues secrètes jusqu'à très récemment; on a pu montrer qu'elles avaient été occultées par l'un des traducteurs de Jung. L'Institut International de Psychologie jungienne n'a reconnu ces faits qu'en 1999.

De fait, Marthe Robert écrivait déjà en 1964: "*Jung, c'est un fait que l'on ne peut passer sous silence, était antisémite et l'est resté, comme le prouvent les articles qu'il écrivit pendant la guerre pour la revue de la Société de Psychiatrie allemande, dirigée alors par le neveu de Goering.*" ("La révolution psychanalytique", Tome 1, PBP, 1964, p. 203); "*En juin 1933 — précise Marthe Robert —, le Deutsche Allgemeine Artzliche Gesellschaft für Psychotherapie, c'est-à-dire la Société allemande de Psychiatrie, passe sous le contrôle des autorités nazies. Le président, Kretschmer donne aussitôt sa démission; il est remplacé par Jung qui, notons-le, n'était soumis comme suisse à aucune espèce de pression. Jung édite également le Zentralblatt für Psychotherapie, organe officiel de la Société (allemande de Psychiatrie-nde) où, en 1936, on lui adjoint comme co-directeur le Dr. Göring, un cousin du*

chef nazi. La tâche spéciale de Jung au sein de cet organisme était d'établir une ligne "scientifique" de partage entre la psychologie aryenne et la psychologie juive, autrement dit entre la doctrine de l'"inconscient collectif" et la psychanalyse de Freud, contre laquelle la revanche était maintenant facile. violemment attaqué par certains de ses confrères suisses (Cf. G. Bally, 1934; Ludwig Marcuse, 1955 et 1956), qui voyaient là pour le moins une violation de leur neutralité, Jung continua de collaborer avec Göring jusqu'en 1940, mais, faut-il le dire, les résultats de cette période de sa recherche n'ont trouvé aucune publicité dans ses ouvrages ultérieurs." (*La révolution psychanalytique* », Tome 2, PBP, 1964, p. 249).

Sur C.G. Jung et le nazisme, Cf. E. Roudinesco: «*Carl Gustav Jung: de l'archétype au nazisme. Dérive d'une psychologie de la différence.*», l'Infini, N° 63, automne 1998. Voir également, à ce propos, le dernier ouvrage de P. Péan et celui de Richard Noll: «*Jung: le Christ Aryen. Les secrets d'une vie.*», Plon, 1999.

Ceci étant dit, il ne faut pas non plus oublier que trois disciples de Sigmund Freud ont aussi travaillé pour l'Institut Göring.

Ce mixage idéologique entre les utopies politico-religieuses de mouvements religieux transnationaux et l'utopie néolibérale a engendré un corpus théologico-politique et une utopie politico-économique qui a désormais conquis le monde entier — *world religion* que nous nommerons « Religion du Marché » et que nous définirons dans les pages qui suivent.

3- L'UTOPIE NEO-LIBERALE ET LA « RELIGION DU MARCHÉ ». LA CONJONCTURE FRANÇAISE .

Le « retour du religieux » en politique, amorcé dans les années quatre vingt alors que la « Révolution conservatrice » anglo-saxonne atteignait nos rives, gagne en visibilité, tandis que les idéologies politiques dominantes dans l'appareil gouvernemental et dans une partie de la société française vantent les mérites du capitalisme-compassionnel, du « conservatisme du cœur » et du libéral-caritativisme d'outre-atlantique. Politique et religion font aujourd'hui bon ménage, à la veille du centenaire de la Loi de 1905 qui institua le modèle laïque le plus pertinent au monde. La frontière entre les Pouvoirs spirituel et temporel tracée par la loi de séparation s'est fissurée, sous les coups de butoir d'une dérégulation libérale incontrôlable engendrée par le procès de globalisation et par la mondialisation de l' « utopie néolibérale ».

Pétrie de pensée magique et de sentiment de toute-puissance religieuse, cette utopie d'un Marché pur et parfait régulateur de l'ordre social par la magie de sa « main invisible », peut être qualifié, sans trahir la science, de véritable « religion du Marché » — tant le « culte de la performance » et de l'« excellence », l'hygiénisme psychologique, l'élitisme et le culte du Chef, le puritanisme moral et le totalitarisme théologico-politique y sont prégnants.

La Scientologie, cette folle « Science de l'Esprit » duement instituée en Eglise, constitue le modèle archétypique de la secte néolibérale, parmi un florilège de nouveaux mouvements religieux totalitaires chargés d'assurer, depuis le XIXème siècle, la diffusion planétaire de l'utopie néolibérale et de la religion mondiale du Marché. L'Eglise de Scientologie entretient sa propre police et ses propres prisons, son armée et ses services de renseignements; un Etat dans l'Etat en somme, qui a largement noyauté les Pouvoirs constitués dans plusieurs Nations. Ecole de la servitude-volontaire aux impératifs du capital, elle organise une dictature-éducatrice. Les *Coach*, les psychothérapeutes, les *managers*, les gourous nous invitent, nous contraignent, à « savoir-être », à « être soi-même » pour mieux savoir nous vendre nous-même sur le marché du travail. Au moyen des technologies de l'âme et de la dictature *behavioriste*, la religion du Marché asservie, aliène et réifie tout ce qui est de plus humain en chacun, jusqu'au plus profond de l'être. Le capitalisme devient totalitaire.

Aussi, en France, le marché du religieux est-il en pleine expansion . Les conditions

favorables à son expansion et à sa diffusion sont aujourd'hui réunies. La pensée magique, les croyances ésotériques et magico-religieuses, le culte de la toute-puissance regagnent leur magistère perdu. Le religieux et le spirituel sont aujourd'hui situés au centre d'enjeux politico-économiques et géostratégiques considérables. D'abord en tant que vecteur de diffusion des idéologies de la « Révolution conservatrice » anglo-saxonne ; ensuite comme caution éthique en politique et géopolitique (l'humanitaire et le Marché); puis en tant qu'acteur économique, au regard du poids politico-financier de la sphère religieuse ; enfin comme acteur social, intervenant notamment dans les champs de l'intervention sociale, notamment l'« insertion », de l'intérieur desquels ils peuvent étendre leur influence et leur emprise sur la société, Le « conservatisme du cœur », le « conservatisme compassionnel » de la nouvelle-droite justifie et consacre le néo-capitalisme en tant que modèle théologico-moral ; le libéral-caritativisme légitime un néo-libéralisme réactionnaire (Libéralisme Classique)

Le religieux revient donc aux affaires. Et la nouvelle religion du Marché a ses croyances, ses prophéties, ses dogmes, ses lois, ses chefs spirituels et ses gourous. Elle annonce des temps nouveaux, une « nouvelle ère » de prospérité, à l'instar de la prophétesse *New Age* Marilyn Ferguson qui avait en son temps prédit l'avènement de l'« Ere du Verseau », ce nouvel-âge de l'économie ou encore cet âge de la « nouvelle-économie » — l'économie *New Age* comme la qualifie l'économiste Aton Brender. Nouvel Âge d'Or du capitalisme et du libéralisme économique dans lequel la «*liberté économique* », miraculeusement incarnée sous la poigne de fer de la « main invisible du Marché » et de ses « lois naturelles », procède d'une «*vision transcendante* »: «*Le Rêve californien de soleil et de liberté économique, comme le rêve expansionniste américain, a toujours eu un second corps, une vision transcendantale (sic) (...) ... (il faut) appliquer les idées de ce nouveau mouvement du potentiel humain à toute la société. (...) Ce que connaît la Californie finira par se produire en Europe.*»⁷

Cette *World Religion* et cette « mythologie » du « potentiel humain », qui font du « capital humain », de la « gestion des ressources humaines » et du Développement Personnel —modèle théologico-moral légitimant le néo-capitalisme — leur fonds de commerce, constituent la forme la plus aboutie de l'Aliénation et de la réification capitaliste. Les technologies de l'âme *New Age* et ses techniques de soumission-volontaire aux impératifs du capital entendent soigner notre « névrose fondamentale » et nous éduquer à l'« esprit du nouvel-âge » au moyen d'une psychothérapie magique, d'un spiritualisme et d'une sagesse de boutiquiers. Partout — dans la publicité et les productions culturelles notamment (de « *Harry Potter* » au « *Seigneur des anneaux* » du fasciste Tolkein en passant par « *Jeanne d'Arc* ») —, se déverse le flot d'une pensée magique et manichéenne sur le retour, imprégnée du culte de la toute-puissance religieuse qui légitime le pouvoir égocratique d'un individu sanctifié et guidé par la «divine Providence » (« éthique protestante et esprit du capitalisme »). La « Pensée positive » et le néo-positivisme, la «*zen attitude* » de la «*positive generation* », ont le vent en poupe. L'administration à dose massive de ce nouvel *opium du peuple* vise à nous faire accroire que chacun est seul responsable face à lui-même et à son propre destin, tout en exonérant les structures sociales et l'ordre établi de toute responsabilité. Ces idéologies prétendument « apolitiques » brisent les collectifs et les organisations de fraternités sociales ; elles exemptent les plus opulents de leur contribution aux efforts de solidarité envers les victimes des violences économiques engendrées par le système de production qu'ils commandent, tandis qu'elles criminalisent la contestation sociale, y compris la lutte syndicale, et légitiment les violences économiques les plus amères.

En France, l'invocation de la « sagesse » du plus haut sommet de l'Etat-UMP, les appels à la « responsabilité » et à l'« esprit de service » au nom de valeurs religieuses, les rappels à

l'ordre au nom de l'autorité d'un Etat-entreprise noyauté par des gourous-*managers*-communicants à demie schizophrènes — (auto)manipulés par de fausses sciences telles que la Programmation Neuro Linguistique ou l'Analyse Transactionnelle, qu'il faut qualifier de fraude et d'imposture intellectuelles (Y. Winking) —, sonnent comme autant d'hypocrites sermons empreints de pharisaïsme ou encore de ce puritanisme sectaire et borné typique de l'« esprit du capitalisme » si bien dépeint par Max Weber.

⁷

M. Ferguson: «*Les enfants du Verseau. Pour un nouveau paradigme.*», 1980, pp. 96-102.

Cette dynamique d'instrumentation réciproque entre le religieux, le politique et l'économie en France et, cette porosité des frontières de chaque champs s'inscrivent donc en plein dans la logique néolibérale. Nous allons illustrer ces dérives théologico-politiques et étatico-religieuses par un recensement d'événements récents qui les trahissent et les révèlent.

4-LA POLITIQUE CULTUELLE DES GOUVERNEMENTS RAFFARIN.

Avant son accession au pouvoir, la droite néolibérale de gouvernement — que nous qualifierons de "droite *New Age*" — montrait depuis longtemps son penchant pour les sectes et le *New Age*. Le procès de collusion entre certaines mouvances de la droite française et les nouveaux mouvements religieux est ancien, S'agissant du *New Age*, l'étape décisive la plus récente de ce mixage est amorcée dès le début de la décennie soixante-dix. Un ouvrage essentiel pour appréhender cette dynamique — « *Le nouvel esprit du capitalisme* » (Luc Boltanski, Eve Chiapello, Gallimard, 2000) — retrace minutieusement les étapes du détournement, par le CNPF (ex MEDEF), des idéaux de la contre-culture post soixante-huitarde, de ses psychothérapies et de ses techniques de développement personnel pour les mettre au service du *management* et du conservatisme de ce que nous appelons aujourd'hui la « droite *New Age* » (MEDEF plus UMP). La « philosophie » de la Refondation sociale est profondément marquée par les idéologies du mouvements du « potentiel humain », l'une des matrices de la nébuleuse *New Age*. Les techniques de recherche d'emploi ou encore le dispositif PARE (Plan d'Action personnalisé de Retour à l'Emploi) furent élaborés moyennant un recours massif à la psychologie humaniste et transpersonnelle, au cognitivo-comportementalisme, à la Sophrologie, à la *Gestalt* Théorie et autres technologies de l'âme comme la PNL et l'Analyse Transactionnelle. La révolution conservatrice en France, orchestrée par le CNPF puis le MEDEF, a su remarquablement tirer partie des idéaux d'épanouissement personnel et de liberté d'ex-soixantehuitards convertis au néolibéralisme et au néocapitalisme — dont bon nombre de psychothérapeutes *New Age*, mais non pas tous bien entendu.

Plus récemment, depuis l'arrivée au Pouvoir de cette nouvelle-droite, il faut noter le laxisme, voire la bienveillance de la Mission de lutte contre les dérives sectaires à l'égard de sectes transnationales telles que l'Eglise de Scientologie. A ce propos, il faut souligner que l'un des principaux fonctionnaires de la "Mission" — l'un des meilleurs spécialistes de la Scientologie, auteur d'une thèse de Droit pénal sur l'Eglise de Scientologie invoquant la dissolution de sa branche française — a été muté cet automne.

Soulignons aussi les propos d'un Ministre des cultes comme Nicolas Sarkozy — pouvant apparaître comme le chef de file de la droite néolibérale en France —, qui déclarait, dans le Monde des religions (N°1), que l'on avait donné trop d'importance au fait social au détriment du fait religieux. En substance, pour l'ancien Ministre des cultes, les religions et les spiritualités sont

susceptibles de fournir des modèles comportementaux et des principes organisationnels pour notre société laïque. C'est une posture intellectuelle et une affirmation extrêmement fortes pour un Ministre de notre République laïque; et , à lire ces propositions, on tremble pour l'avenir de la laïcité dans cette même République. D'ailleurs, on a pu observer cette logique communautariste à l'œuvre, lors des négociations pour l'organisation du culte musulman qui, *in fine*, conféra des pouvoirs accrus aux mouvances les plus réactionnaires de l'islam français. Notons aussi le *lobbying* du même Nicolas Sarkozy en vue de l'adoption par la France, à l'instar des USA, du principe de « discrimination positive », point d'orgue de l'organisation « multiculturelle » de la Nation américaine — organisation qu'il faudrait d'ailleurs plutôt qualifier de communautariste. Rappelons aussi la critique sarkosienne du "*droit de l'hommisme*" (en 2002). Peut-être Nicolas Sarkozy remet-il en cause la Révolution des Droits de l'Homme de 1789, au profit d'un retour au Droit Divin de l'Ancien Régime, regrettant par là-même le procès historique de séparation du spirituel et du temporel, du religieux et du politique, des Eglises (et des sectes) et de l'Etat

De fait, dans une communication au colloque "*La laïcité dans la République*", Laurent Fabius dénonçait " ... tout pacte, fut-il implicite, entre une partie de la droite et certaines mouvances religieuses: "*vous nous soutenez politiquement, nous vous légitimons symboliquement.*" (Le Monde, 25 novembre 2003). Ce pacte, ajoutait-il, viserait l'adoption d'un modèle sociétal plus proche de la tradition américaine que du modèle républicain français: " ... le *Marché pour l'argent, l'Etat pour la sécurité et les communautés religieuses pour la fraternité, voire la solidarité.*" (*Ibidem*). Dans son article, Monsieur Fabius problématise un certain nombre d'orientations gouvernementales dans le champ culturel, comme le mode d'organisation du culte musulman, et une rhétorique primo-ministérielle empreinte d'idéologies religieuses — un prosélytisme en faveur de valeurs religieuses, substituées aux normes sociales sécularisées — exercée depuis des lieux de cultes tel que le Vatican à l'occasion des vingt cinq ans de pontificat de Jean-paul II (automne 2003). Le prosélytisme de M. Raffarin semble en effet témoigner de l'importance des enjeux qui gravitent autour du sentiment religieux et de sa captation par une nouvelle-droite en phase de restructuration idéologique et en quête de légitimité.

Bien d'autres indices signalent une dérive théologico-politique et étatico-religieuse au sein des gouvernements Raffarin, trahie par une rhétorique typique du verbiage propre au "libéral-caritativisme" au "capitalisme-compassionnel" et au "conservatisme du cœur" (G.W. Bush) d'outre Atlantique. Nous n'insisterons pas sur le lexique primo-ministériel se référant à une terminologie *New Age*, issue de techniques de communication telle que la PNL et, plus globalement, du mouvement du « potentiel humain ». En la matière, la palme d'or revient au théoricien et « prophète » de la « Refondation sociale » Denis Kessler (Medef), et au conseiller en « communication » de Jean-Pierre Raffarin, Dominique Ambiel — tout comme à Claude Ségala pour le Parti socialiste d'ailleurs. On ne s'appesentira pas non plus sur la rhétorique jésuitique du « *Gouvernement de Mission* », l'« *altruisme* », l'« *esprit de service* » et le « *dévouement totalement désintéressé* » revendiqués par les Ministres de la droite néolibérale ; régime discursif qui rappelle à s'y méprendre le pharisaïsme de la « psychologie transpersonnelle » *New Age*.

En bref, nous constatons l'instrumentalisation d'un spiritualisme très « tendance » dans l'usage gouvernemental des techniques *New Age* de « communication ».

De même, l'ouvrage de Dominique de Villepin "*Le cri de la gargouille*" (2002) emprunte un régime discursif héroïco-mystique qui dévoile les ressorts d'une pensée politique imbibée d'idéologies *New Age*. Dominique de Villepin salue en effet l'accession au pouvoir d'homme nouveaux habités par une " ... *illumination intérieure*", délaissant tout intérêt personnel et guidant la France, à l'instar de Jeanne d'Arc, vers une " ... *révolution morale et mentale*". Cette rhétorique s'inscrit en plein dans le champ lexical typique de la littérature psychomystique

contemporaine: "Autrefois le pouvoir jouissait d'une aura que nul n'aurait osé lui contester. (...) Saint Louis étend les mains, les écrouelles sont guéries.". dans "Le cri de la gargouille", il est question de "Pouvoir sacré", d' "esprit de sacrifice", de "sens", de "bénédiction", d' "alchimie", de "génie", de "vision" et de "voyants", de "charisme qui mêle l'autorité et la proximité", de "mission", d' "exorcisme", de "destin", de "tradition". Tout ceci en vue d' "... incarner une vision.". , " ... d'aborder les rives lumineuses d'un nouvel âge.". "Et si le sursaut venait de l'intérieur, d'un Sage?" ajoute Dominique de Villepin, en suggérant que Jacques Chirac prenne les rênes de ce gouvernement de sagesse.

D'ailleurs, l'invocation récurrente de la "sagesse" par notre Premier Ministre montre bien la fascination de la droite *New Age* pour le modèle républicain antique et ses communautés indivises. — pour le communautarisme et le gouvernement platonicien des Princes-philosophes. La religiosité *New Age* tombe à point pour accomplir ce programme et, tandis que le Pouvoir s'érige en Comité des Sages tout en instituant une République sénatoriale pour endiguer le populisme de la « France d'en bas », le spiritualisme prôné par la droite gouvernementale — la "spiritualité laïque" d'un Luc Ferry — semble de plus en plus s'apparenter à la "religion civique" nord-américaine. De fait Monsieur Ferry, se faisant le chantre d'une dictature éducatrice toute platonicienne-rousseauiste dès sa nomination au ministère de l'éducation, avait invoqué des « ... projets (éducatifs) éthiques, voire spirituels ... » assortis d'une « tolérance zéro » (*Le Monde*, 11 mai 2002).

Une mutation à deux niveaux est donc en train de s'opérer en France, tandis que le nouveau Pouvoir tente de s'ériger en Comité des Sages: spiritualisation de la "France d'en bas", dérive étatico-religieuse de l'appareil gouvernemental et de la droite néolibérale.

Mais des questions plus concrètes restent en suspens, notamment s'agissant de la loi sur les signes religieux à l'école: comment évitera-t-on la sanctuarisation de la laïcité dans l'enceinte de l'école publique, tandis que le gouvernement élude les problématiques de l'enseignement public et qu'une frange croissante de la population française fait aujourd'hui le choix de placer ses enfants dans des établissements confessionnels? Le gouvernement en est bien conscient, qui semble faire le choix du communautarisme religieux — en comptant d'une part réaliser de substantielles économies budgétaires et, d'autre part, organiser la mise au pas des consciences. Dieu et l'Etat: *Church and State*.

L'"américanisation" de la société française et sa communautarisation supposent donc qu'on laisse proliférer en toute liberté les sectes religieuses en vue de transférer les missions de l'Etat-social sur les « *organismes de la société civile* », à l'instar de l' « économie sociale » des Communautariens de la Nouvelle-Droite américaine (A. Etzonie, M. Waltzer). De fait, cette dérive étatico-religieuse s'inscrit dans une logique clairement néolibérale, libéralo-caritative et capitalo-compasionnelle. Les idéologies néolibérales puisent en effet au sources de l'Autorité — dans la "révélation divine" et dans la "Loi (sur)naturelle" — une ultime légitimation pour faire impasse sur les lois positives. **L'objectif actuel de la droite néolibérale en France semble bien viser, conformément aux logiques communautaristes de régulation sociale néolibérale, la mise en place de "structures de médiation" de tailles réduites — associations humanitaires, sectes, Eglises, communautés de voisinage — entre l'Etat et l'individu pour organiser la solidarité afin d'endiguer l'anomie résultant du démantèlement de l'Etat-providence et de l'Etat-Nation ; aussi pour assurer un contrôle social de proximité.**

La "Révolution conservatrice" à atteint l'Europe au cours de la décennie quatre vingt. La vogue du *New Age*, la prolifération des sectes s'inscrivent en plein dans l'anomie néolibérale. Dans le

contexte actuel de dérégulation néolibérale et de diffusion mondiale du modèle néolibéral, le "nouveau" libéralisme, doit introduire un dispositif de cohésion sociale pour endiguer l'anomie et l'atomisation sociale engendrées par le démantèlement de l'Etat-social et de l'Etat-Nation: le communautarisme, l'identitarisme religieux et sectaire, le spiritualisme et le solidarisme caritatif apparaissent comme des dispositifs de régulation sociale complémentaires de l'utopie néolibérale et destinés à endiguer l'atomisation sociale générée par son actualisation (mise en concurrence des individus et des territoires qui provoque de l'exclusion). Les religions, les sectes et les spiritualités acquièrent ainsi une légitimité, une fonction socio-politique et une utilité économique.

Telle est du moins notre thèse, que nous pensons avoir suffisamment vérifié dans nos travaux antérieurs et dans ces pages.

En France, ces dérives étatico-religieuses bafouent de plein fouet la Loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, des pouvoirs spirituel et temporel. Elles préfigurent peut-être la formation d'une "religion-politique" au sein de l'appareil gouvernemental, tandis que les fonctions de régulation et de contrôle de la base sociale seraient assurées à moindre frais par la "religion civile", par un spiritualisme radical de type *New Age*. Or la "religion civile" est fondamentalement contraire à la laïcité: en République moderne, l'association politique est indépendante de tout lien religieux ou communautaire; en régime de démocratie libérale, l'exercice de la citoyenneté suppose le découplage du croyant et du citoyen. Quant à la Religion-politique, on sait combien elle se trouve à l'origine de tous les totalitarismes.

Il faut s'inquiéter de la conjoncture qui s'instaure aujourd'hui, d'autant plus que **la régression du politique au psychologique et au psychomystique engendrée par l'utopie néolibérale** depuis maintenant plus de vingt ans **a provoqué une démobilisation intellectuelle et politique — un « décervelage généralisé »** ou un « lavage de cerveaux », si l'on peut s'exprimer ainsi — **propices à l'emprise du totalitarisme sectaire**. Nous aborderons brièvement cette problématique dans le dernier segment.

5-CONCLUSION : LA REGRESSION DU POLITIQUE AU PSYCHOMYSTIQUE ET L'ETAT -THÉRAPEUTE NEOLIBERAL.

D'un point de vue général sur l'évolution de nos sociétés, depuis le « tournant conservateur » des années 70 — période d'émergence, aux Etats-Unis, des psychothérapies *New Age*, des nouvelles religiosités et, simultanément, des idéologies néolibérales, ces trois phénomènes étant intimement interdépendants et concomitants — nous assistons à une régression du politique au psychologique et même au psychomystique avec la psychothérapie jungienne ou transpersonnelle par exemple.

L'espace politique est un lieu de dématérialisation de la violence sociale et des violences économiques: par la négociation et le jeu de la représentation politique les intérêts et les conflits de classes trouvent dans l'enceinte parlementaire, en principe, un canal d'expression, un exutoire (« tragédie »). Or le néolibéralisme, dont le seul objectif « politique » vise à assurer la domination totale des lois du Marché et de la bourgeoisie marchande sur la société, détruit cet espace en neutralisant les conflits de classe et donc en discréditant la politique. De fait, depuis trente ans, depuis le « tournant conservateur », on constate une érosion continue du processus politique et syndical (abstention, désyndicalisation, désintérêt pour la politique ... etc). Simultanément, nous

assistons à des explosions de violence sociale, à une montée de la délinquance et de l'anomie associées au désespoir et à la dépression dans les classes dominées, victimes des violences économiques. Parallèlement, le discours « *novlangue* » dominant, dans l'« air du temps », est de plus en plus culpabilisateur à l'endroit des individus — sommés de devenir « autonomes », « responsables » et davantage « performants » afin de participer plus efficacement au processus productif, et donc à l'accumulation capitaliste. L'idéologie religieuse néolibérale de la « fin des idéologies politiques » et de la « fin de la lutte des classes » — « fin de l'Histoire » proche, *in fine*, de l'eschatologie marxiste — ainsi que l'absolutisme du culte d'un « individu-Moi souverain » guidé par la Providence et tout puissant ont provoqué le démantèlement des collectifs politiques. Le discours identitariste du « savoir être » soi-même, de l'« entrepreneur de soi », rhétorique hyper-individualiste typiquement néolibérale, s'est substitué aux idéologies politiques. Cette rhétorique identitariste du spiritualisme sectaire, de la psychothérapie *New Age* comme du *management* ou encore du *Coaching* répond aux exigences narcissiques d'individus sous l'emprise de leurs fantasmes de toute-puissance, dans des sociétés où le « culte de la performance » de l'idéologie néo-capitaliste et de la religion du Marché est érigé en dogme et en norme socio-culturelle. Cet horizon fantasmatique de la toute-puissance s'est développé comme un cancer dans notre société, au point qu'il est devenu un phantasme collectif qui a engendré le démantèlement des solidarités et des fraternités pour leur substituer un lien social marchandisé: l'homme et ses sentiments sont devenus des marchandises dans ce supermarché de l'âme que constitue la nébuleuse des nouveaux mouvements religieux, des sectes et du *New Age*. L'amour de soi et la reconnaissance identitaire s'échangent comme des marchandises, tandis que la Théorie platonicienne de la Connaissance et de l'Identité, le « paralogisme de l'Identité » et le (néo)positivisme, regagnent un magistère quelque peu ébranlé par les « philosophies du non », les contre-cultures et les subversions épistémologiques des XIX et XXèmes siècles.

Nous assistons donc à une **régression du politique au psychologique sous les coups de butoir de la religion du Marché**: le lien social est dépolitisé puis psychologisé et spiritualisé, afin de réguler une société atomisée par la violence sociale engendrée par les injustices économiques. Nous savons bien, d'ailleurs, que **la régression du politique au psychique a lieu chaque fois que les conflits de classe sociale ne peuvent s'exercer et modifier le devenir de ces classes. Quant le conflit ne peut s'exprimer au niveau politique, alors il s'exprime au niveau psychologique.** D'ailleurs, nous assistons à une progression sans précédent des maladies maniaco-dépressives et des troubles obsessionnels compulsifs, tandis que **le modèle déficitaire s'impose dans une société où la toute-puissance de l'individu est valorisée au plus haut point au nom du culte de la performance et de l'« excellence »** (A. Ehrenberg). De fait, tout est actuellement interprété en termes de conflits psycho-affectifs, et **les conflits sociaux s'expriment au niveau psychologique** — comme le notait déjà en 1972 Gérard Mendel (« *Psychosociologie, psychomanipulation.* »). On taxe de discours « victimaire » tout propos qui vise à dénoncer l'aliénation sociale et l'exploitation capitaliste. Tout est fait, aujourd'hui, pour encourager les citoyens à sublimer dans la religiosité sectaire ou dans la psychothérapie les sentiments d'injustices et la révolte contre les nouvelles formes d'aliénation. **Le sentiment d'aliénation est rabattu du niveau socio-politique, c'est-à-dire de son lieu d'origine, au niveau psychologique** de façon à « responsabiliser » les citoyens pour mieux déresponsabiliser les dominants et justifier la domination. Ce tour de passe-passe fut accompli moyennant un discours « psy » et spiritualo-sectaire, directement importé des Etats-Unis, dont on nous abreuve depuis maintenant 30 ans et qui devient aujourd'hui hégémonique. La vogue du « développement personnel », du « *management* participatif » et du *coaching*, des religiosités *New Age* et les discours anti-politiques ont eut raison de la politique. A la science sociale est substituée une

«psychologie sociale», qui prétend expliquer le phénomène social en terme de «communication» interpersonnelle et de «gestion des conflits». En France, soit dit en passant, l'un des plus éminent représentant de cette «Ecole» pseudo-sociologique empreint d'hygiénisme psychologique est le célèbre gourou-thérapeute Jacques Salomé (« *Pour une hygiène relationnelle* »). Cette anti-sociologie, typiquement néolibérale, est foncièrement réactionnaire. Elle accompagne le «discours psy» contemporain, qui prône fondamentalement l'adaptation aux idéologies néolibérales.

En effet, si les idéologies néolibérales se caractérisent par leur volonté de détruire la politique et les conflits de classes pour leur substituer les lois du Marché, elle doit dans le même temps trouver des outils pour réparer les dégats causées par la compétition économique — le *stress* lié aux impératifs de rendement, la dépression, les conflits sociaux. La psychothérapie et le spiritualisme sectaire apparaissent dès lors comme des moyens de régulation d'une société de masse déstructurée, pour «soigner» des individus de plus en plus aliénés par la «société de marché». **Ainsi, le système s'entretient-il de lui-même, il s'auto-engendre: l'économie néolibérale et la dépolitisation de la société engendrent des conflits intrapsychiques que la psychothérapie spiritualiste et les sectes néolibérales se proposent de « soigner »,** ce qui constitue de surcroît un marché juteux. Il s'agit bien d'un « système » au sens strict, et même d'une « structure » socio-politique quasi-institutionnalisée désormais — dont les conditions de production et de reproduction finissent par établir un véritable *habitus* de classe.

Dans ce contexte, **il faut craindre au plus haut point la formation d'un Etat-Thérapeute néolibéral** qui se chargerait d'organiser une dictature-éducatrice — dictature *behavioriste* —, par psychothérapie et religiosités interposées, dans l'objectif de régler les consciences aux pas du nouvel-ordre marchand. De fait, on peut pressentir l'instauration d'une telle *Ubris* aujourd'hui; cet article en témoigne, à l'instar de nombreuses autres contributions. L'Eglise de Scientologie par exemple, qui forme déjà des milliers de cadres dans les entreprises transnationales, parviendra-t-elle à faire instituer par l'Etat-Entreprise français actuel ses méthodes de dictature *behavioriste*. Parviendra-t-elle à s'instaurer en religion d'Etat, comme aux Etats-Unis ?

Traditionnellement d'ailleurs, l'Etat autoritaire favorise la régression du politique au psychique, de façon à assurer la domination de classe. Tous les régimes totalitaires du XXème siècle ont institué la psychothérapie. Le troisième Reich de l'Allemagne nazi avait par exemple mis en place l'Institut Goering. Le lénino-stalinisme s'est amplement servi de la psychothérapie et des techniques de l'Aveu pour organiser la répression.

L'Etat UMP, Etat autoritaire caractérisé, n'échappe pas à cette règle propre à tout régime anti-démocratique, qui consiste à provoquer une régression du politique au psychomystique pour neutraliser les conflits de classes et les revendications sociales, pour faire supporter aux acteurs sociaux la responsabilité politique des élus et de l'Etat.

L'espérance utopiste intrinsèque au religieux — au demeurant extrêmement respectable et honorable — est instrumentalisée pour recommunautariser la société, pour répondre aux besoins cognitifs, aux nécessités d'identifications communautaires et de cohésion sociale des individus, dans un contexte d'atomisation sociale engendrée par l'actualisation de l'utopie néolibérale. Le religieux est susceptible de constituer un principe de légitimité du pouvoir politique et du contrôle social, pour garantir l'autocontrôle des individus par l'intériorisation des contraintes et des normes socio-religieuses. Les religions et les spiritualités sectaires acquèrent donc une

fonction politique en vue de légitimer la domination des esprits et l'administration des âmes, préalable au gouvernement des hommes, dans des systèmes politiques de plus en plus déterminés par les idéologies néo-capitalistes, qui trouvent leurs ultimes justifications dans la dimension théologico-morale et dans le « droit divin », pour couvrir des turpitudes condamnées par les Droits de l'homme — partout en recul dans le monde.

Il n'est dès lors nullement surprenant que la droite néolibérale de gouvernement, en France, puisse aujourd'hui soutenir sans réserve le procès de régression du politique au psychomystique, en favorisant le développement des mouvements sectaires — désormais considérés comme des « *organisations de la société civile* » susceptibles d'accomplir les missions de l'Etat-social et de mettre en œuvre une dictature-éducatrice, dans une conjoncture d'effondrement de l'Etat-providence. Les risques de dérive totalitaire sont effectifs ⁸ .

8

« ... l'exténuation des valeurs libérales accouche de leur négation active: le passage de l'Etat libéral à l'Etat autoritaire total s'effectue dans le cadre du même système social (le libéralisme). (...) ... une abstractisation de la notion libérale traditionnelle d'intériorité au sein de laquelle la réduction de la raison à l'exercice privé de la conscience ainsi que la définition négative de la liberté vont engendrer une vision universaliste assujettissant les individus par l'hypostase du tout ... (...) ... en faisant de l'ascétisme, de l'abnégation, de l'obéissance et du don de soi les impératifs catégoriques de l'éthique héroïco-populaire. (...) ... (de plus) La célébration mythique de la nature est un élément décisif de la transcendance dans un régime diurne des valeurs portées par le versant nocturne du libéralisme en cela que l'existence de «lois naturelles» a toujours été un postulat de la théorie économique libérale (...) ... l'ordre totalitaire n'est rien d'autre que le système précédent (le libéralisme) qui a perdu ses freins.» (Patrick Tacussel: «Mythocritique du totalitarisme contemporain.», 1988, pp. 99 à 103).